



**Conseil de sécurité
Réunion en format Arria**

Tirer parti d'une IA sûre, inclusive et fiable pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales

New York, le 4 avril 2025
Déclaration prononcée par la Suisse

Monsieur le Président,

Je vous remercie, ainsi que les co-parrains, d'avoir convoqué cette réunion. Je remercie également Monsieur Mastrogeorgiou, Madame Afina et Madame Scadden pour leurs interventions.

Les évolutions technologiques et scientifiques ont une incidence profonde sur la paix et la sécurité internationales. L'intelligence artificielle générale (IAG), une forme hautement autonome d'IA, pourrait, d'ici quelques années, égaler ou surpasser les capacités humaines dans la plupart ou la totalité des tâches cognitives à valeur économique. Il est donc primordial que le Conseil en tienne compte.

En octobre dernier, sous présidence suisse, le Conseil a adopté une déclaration présidentielle visant à mieux intégrer l'impact des développements scientifiques sur la paix et la sécurité internationales. Nous saluons donc la tenue de cette réunion, qui vise à anticiper l'impact de l'IA sur le travail du Conseil.

La Suisse souhaite mettre en avant trois points :

Premièrement, l'intelligence artificielle évolue à un rythme soutenu, tout en gagnant en accessibilité. Cependant, elle s'inscrit dans un cadre bien défini : celui du droit international public, y compris la Charte des Nations unies dans son intégralité, du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Ce cadre s'applique pleinement à l'IA, comme nous l'avons souligné à maintes reprises. À travers deux expositions organisées avec le CICR – *Digital Dilemmas* et *Deep Fakes* – la Suisse a utilisé ses présidences du Conseil pour sensibiliser aux risques numériques tels que la désinformation et les discours de haine en ligne, tout en explorant comment l'IA peut contribuer à les atténuer.

Deuxièmement, le système multilatéral ne doit pas rester en retrait face à ces développements et exploiter pleinement le potentiel constructif de l'IA. L'initiative UN80 du Secrétaire général pour une réforme institutionnelle, offre l'opportunité d'intégrer les nouvelles technologies au service de la paix dans le travail de l'ONU. L'IA peut soutenir ce travail, que ce soit dans les opérations de maintien de la paix ou dans l'analyse des débats au Conseil. Nous souhaitons également souligner la contribution significative des travaux menés par l'UNIDIR dans ce domaine.

Enfin, nous devons assurer une gouvernance inclusive de l'IA. La Suisse a signé la semaine dernière la Convention du Conseil de l'Europe sur l'IA, qui établit des normes contraignantes en matière de transparence et de non-discrimination. Facilitée par la Suisse, cette Convention vise à concilier l'innovation avec la protection des droits fondamentaux, de la démocratie et de l'État de droit. Nous nous engageons également activement dans les processus onusiens en faveur d'une meilleure gouvernance de l'IA au niveau mondial. Cela inclut notre participation

aux discussions sur l'utilisation responsable de l'IA à des fins militaires et ses implications pour la paix et la sécurité internationales. Nous plaidons pour un engagement international accru afin d'élaborer des cadres de gouvernance solides et inclusifs. Les discussions du Conseil doivent s'appuyer sur ces efforts sans les dupliquer.

La Suisse est convaincue de l'importance, pour le Conseil, de prendre en compte, de manière systématique, ces développements afin d'anticiper les menaces à la paix et la sécurité internationales et de définir des réponses politiques appropriées. Nous poursuivons notre engagement dans le cadre des processus internationaux existants.

Je vous remercie.

Mr. President,

I thank you and the co-sponsors for convening this meeting. I also thank Mr. Mastrogeorgiou, Ms. Afina and Ms. Scadden for their contributions.

Technological and scientific developments are having a profound impact on international peace and security. General Artificial Intelligence (GAI), a highly autonomous form of AI, could, within a few years, match or exceed human capabilities in most or all economically valuable cognitive tasks. It is therefore essential that the Council take this into account.

Last October, under the Swiss presidency, the Council adopted a Presidential Statement aimed at better integrating the impact of scientific developments on international peace and security. We therefore welcome this meeting, which aims to anticipate the impact of AI on the work of the Council.

Switzerland would like to highlight three points:

First, artificial intelligence is developing rapidly and becoming more accessible. However, it operates within a well-defined framework: that of public international law, including the United Nations Charter in its entirety, international humanitarian law, and human rights. This framework applies fully to AI, as we have repeatedly emphasized. Through two exhibitions organized with the ICRC - *Digital Dilemmas* and *Deep Fakes* - Switzerland has used its Council presidencies to raise awareness of digital risks such as disinformation and online hate speech, while exploring how AI can help mitigate them.

Second, the multilateral system must not shy away from these developments and fully exploit the constructive potential of AI. The Secretary-General's UN80 initiative for institutional reform provides an opportunity to integrate new technologies for peace into the work of the UN. AI can support this work, whether in peacekeeping operations or in the analysis of Council debates. We would also like to highlight the important contribution of UNIDIR's work in this area.

Finally, we must ensure inclusive governance of AI. Last week, Switzerland signed the Council of Europe Convention on AI, which sets binding standards for transparency and non-discrimination. This convention, which was facilitated by Switzerland, aims to reconcile innovation with the protection of fundamental rights, democracy and the rule of law. We are also actively engaged in UN processes to promote better global governance of AI. This includes our participation in discussions on the responsible use of AI in the military domain and its implications for international peace and security. We advocate for greater international engagement to develop robust and inclusive governance frameworks. The Council's discussions should build on these efforts without duplicating them.

Switzerland is convinced of the importance of the Council's systematic consideration of these developments in order to anticipate threats to international peace and security and to define appropriate political responses. We will continue our engagement in the framework of existing international processes.

I thank you.